

France

Dernière mise à jour : 15/03/2021

| | |
|---|--|
| Adhésion au Conseil de l'Europe | 5 mai 1949 |
| Entrée en vigueur de la Convention européenne des droits de l'homme | 3 mai 1974 |
| Première affaire sous surveillance de l'exécution | Bozano (9990/82) Arrêt définitif le 18 décembre 1986 |
| Nombre total d'affaires transmises pour surveillance de l'exécution depuis l'entrée en vigueur de la Convention | 1057 |
| Nombre total d'affaires closes par résolution finale | 1024 |

PRINCIPALES QUESTIONS DEVANT LE COMITÉ DES MINISTRES - SURVEILLANCE EN COURS*

• Accueil / Expulsion / Extradition

Éloignement d'un ressortissant algérien en 2015 en présence d'un risque de mauvais traitements, compte tenu de son profil terroriste, dans son pays d'origine.

Violation du droit de recours individuel dans deux affaires, dès lors que les autorités ont créé des conditions dans lesquelles les requérants ne pouvaient que très difficilement saisir la Cour européenne.

Groupe **M.A.** (9373/15+)
Arrêt définitif le 02/07/2018

État d'exécution
Surveillance soutenue

Défaut de prise en charge et de protection d'un mineur étranger isolé en raison de ses conditions de vie déplorables entre 2015 et 2016 dans la lande de Calais et de l'inexécution de l'ordonnance du juge des enfants destinée à le protéger.

Khan (12267/16)
Arrêt définitif le 28/05/2019

État d'exécution
Surveillance soutenue

Sept violations liées dont surtout **le placement en rétention de très jeunes mineurs isolés après leur rattachement arbitraire à un adulte tiers afin de permettre leur expulsion collective et expéditive** (en quelques heures) de Mayotte vers les Comores, et **absence de recours interne effectif** en lien avec l'expulsion et la vie familiale des requérants.

Moustahi (9347/14)
Arrêt définitif le 25/09/2020

État d'exécution
Surveillance soutenue

Placement de mineurs étrangers en rétention avec leurs parents dans des conditions inadaptées à leur âge dans les six affaires ; détention irrégulière à défaut de recherche d'alternatives et absence de recours effectif dans quatre affaires ; violation du droit au respect de la vie familiale dans trois affaires.

Groupe **Popov** (39472/07+)
Arrêt définitif le 19/04/2012

État d'exécution
Surveillance standard

* Des informations détaillées concernant la surveillance par le Comité des Ministres de l'exécution des arrêts et décisions de la Cour européenne des droits de l'homme, notamment la distinction entre surveillance soutenue et surveillance standard, sont disponibles sur le [site internet du Service de l'exécution des arrêts](#).

| | |
|---|--|
| <ul style="list-style-type: none"> Conditions de détention | |
| <p>Surpopulation carcérale et mauvaises conditions matérielles de détention dans les prisons en Métropole et en outre-mer et absence de recours interne préventif effectif.</p> | <p>J.M.B. et autres (9671/15+) Arrêt définitif le 30/05/2020</p> <p style="text-align: right;">État d'exécution Surveillance soutenue</p> |
| <p>Absence de proportionnalité et d'individualisation des mesures de sécurité (entraves, menottes et présence du personnel pénitentiaire) appliquées lors des extractions médicales des détenus.</p> | <p>Duval (19868/08) Arrêt définitif le 26/08/2011</p> <p style="text-align: right;">État d'exécution Surveillance standard</p> |
| <ul style="list-style-type: none"> Actions des forces de sécurité | |
| <p>Usage excessif de la force par des policiers lors de l'arrestation en 2009 d'une personne atteinte de troubles psychiatriques, suivie de son décès.</p> | <p>Groupe d'affaires :</p> <p>Boukrourou et autres (30059/15) Arrêt définitif le 16/02/2018</p> |
| <p>Négligence en 2009 dans la prise en charge par la police d'une personne en garde à vue, eu égard à son état de faiblesse, ayant entraîné son décès.</p> | <p>Semache (36083/16) Arrêt définitif le 21/09/2018</p> <p style="text-align: right;">État d'exécution Surveillance standard</p> |
| <p>Mauvais traitements en milieu pénitentiaire en 2007 et lors d'un transfert d'établissement et absence d'une enquête effective à ce sujet.</p> | <p>J.M. (71670/14) Arrêt définitif le 05/03/2020</p> <p style="text-align: right;">État d'exécution Surveillance standard</p> |
| <ul style="list-style-type: none"> Exécution des décisions judiciaires internes | |
| <p>Non-exécution par l'État d'une décision de justice définitive ordonnant le relogement prioritaire et urgent de la requérante (mise en œuvre de la loi DALO - droit au logement opposable).</p> | <p>Tchokontio Happi (65829/12) Arrêt définitif le 09/07/2015</p> <p style="text-align: right;">État d'exécution Surveillance standard</p> |
| <ul style="list-style-type: none"> Rétention d'informations privées | |
| <p>Protection insuffisante du régime actuel de conservation des profils ADN dans le FNAEG (fichier national automatisé des empreintes génétiques), en raison de l'absence de possibilité d'effacement anticipé pour les personnes condamnées ainsi que de proportionnalité de la durée de la conservation à la nature ou à la gravité des infractions.</p> | <p>Aycaguer (8806/12) Arrêt définitif le 22/09/2017</p> <p style="text-align: right;">État d'exécution Surveillance standard</p> |
| <ul style="list-style-type: none"> Respect du domicile | |
| <p>Expulsion de gens du voyage de terrains occupés depuis de nombreuses années, sans examen de la proportionnalité de l'ingérence dans leur droit au respect de leur domicile et sans prise en compte suffisante des besoins des requérants ayant demandé un relogement sur des terrains familiaux.</p> | <p>Winterstein et autres (27013/07) Arrêt définitif le 17/01/2014</p> <p style="text-align: right;">État d'exécution Surveillance standard</p> |

SURVEILLANCE CLOSE - PRINCIPALES RÉFORMES ADOPTÉES**

• **Actions des forces de sécurité**

Adoption en 2014 du Code de déontologie de la police et la gendarmerie rappelant notamment que l'emploi de la force n'est possible qu'en cas de nécessité et de façon proportionnée au but à atteindre ou la gravité de la menace. Il n'est fait usage d'armes qu'en cas d'absolue nécessité et dans le cadre des dispositions applicables à son propre statut.

Darraj (34588/07)
Arrêt définitif le 04/02/2011

Résolution finale
CM/ResDH(2016)216

Douet (16705/10)
Arrêt définitif le 03/01/2014

Résolution finale
CM/ResDH(2016)290

Guerdner et autres (68780/10)
Arrêt définitif le 17/07/2014

Résolution finale
CM/ResDH(2016)6

Mise en place d'un régime spécifique encadrant les pouvoirs de police de l'État en mer s'agissant de l'arrestation et de la détention de personnes.

Groupe **Medvedyev et autres** (3394/03)
Arrêt définitif le 29/03/2010

Résolution finale
CM/ResDH(2014)78

• **Servitude domestique**

Protection renforcée des personnes vulnérables et/ou en situation de dépendance : définition, en 2007, d'une nouvelle infraction pénale de traite des êtres humains et amélioration de celle-ci en 2013 ; définition de circonstances aggravantes telles que la minorité de la victime ; aggravation des peines encourues.

Siliadin (73316/01)
Arrêt définitif le 26/10/2005

Résolution finale
CM/ResDH(2011)210

C.N. et V. (67724/09)
Arrêt définitif le 11/01/2013

Résolution finale
CM/ResDH(2014)39

• **Conditions de détention****Amélioration des soins médicaux :**

- Meilleure prise en charge des prisonniers souffrant de troubles psychiatriques, y compris projet de créer des unités hospitalières spécialement aménagées ; mise en place au niveau national d'un Contrôleur général des lieux de privation de liberté.
- Progrès dans la mise en place des unités précitées et de programmes de soins ; adoption de mesures réglementaires et administratives améliorant la détection du risque suicidaire chez les détenus considérés comme fragiles ; meilleure définition des obligations en matière de suivi médical pour tout placement en cellule disciplinaire.

Rivière (33834/03)
Arrêt définitif le 11/10/2006

Résolution finale
CM/ResDH(2009)2

Renolde (5608/05)
Arrêt définitif le 16/10/2008

Résolution finale
CM/ResDH(2016)24

** Cette section peut également inclure certaines réformes majeures déjà mises en œuvre dans le cadre d'affaires toujours pendantes.

Pour un aperçu plus complet des réformes adoptées depuis l'entrée en vigueur du Protocole n° 11 en 1998, voir le [Rapport annuel 2015](#), Partie IV « Principaux progrès accomplis ». En ce qui concerne la période 1959-1998, voir l'aperçu fourni par la Cour européenne dans sa publication spécifique « [Aperçus : quarante années d'activité](#) », section IV « Incidences des arrêts ou des affaires ». Ces deux documents sont, entre autres, également disponibles sur le site du [Service de l'exécution des arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme](#).

SURVEILLANCE CLOSE - PRINCIPALES RÉFORMES ADOPTÉES**

Détenus en situation de handicap :

- Meilleure prise en charge des prisonniers handicapés-moteur.

Vincent (6253/03)
Arrêt définitif le 26/03/2007

Résolution finale
CM/ResDH(2009)79

Régimes de sécurité :

- **Extension, par le Conseil d'État, du champ d'application du recours pour excès de pouvoir**, lequel est désormais possible contre les mesures de mise à l'isolement et les mesures ordonnant des « rotations de sécurité » (consistant en de multiples changements d'établissements pénitentiaires).
- **Meilleur encadrement du recours aux fouilles intégrales**, qui n'est désormais autorisé que lorsque les fouilles par palpation et les moyens de détection électronique s'avèrent insuffisants ; **extension par le Conseil d'État du champ d'application du recours du référé-liberté**, désormais possible pour contester le régime de fouilles.

Ramirez Sanchez (59450/00)
Arrêt définitif le 04/07/2006

Résolution finale
CM/ResDH(2010)162

Alboreo (51019/08)
Arrêt définitif le 20/01/2012

Résolution finale
CM/ResDH(2014)47

El Shennawy (51246/08)
Arrêt définitif le 20/04/2011

Résolution finale
CM/ResDH(2015)77

- **Accueil / Expulsion / Extradition**

Amélioration des garanties contre les refus d'admission sur le territoire : accès à une assistance juridique (via ONG agrémentées) dans les secteurs internationaux des aéroports et introduction en 2007 d'un nouveau recours suspensif contre de telles décisions.

Gebremedhin (25389/05)
Arrêt définitif le 26/07/2007

Résolution finale
CM/ResDH(2013)56

Reconnaissance en 2016 du caractère suspensif du recours (référé-liberté) pouvant être introduit par un étranger contre une mesure d'expulsion du territoire (OQTF)* : elle ne peut désormais plus être exécutée tant que le juge ne s'est pas prononcé sur le recours introduit.

De Souza Ribeiro (22689/07)
Arrêt définitif le 13/12/2012

Résolution finale
CM/ResDH(2017)135

Législation en 2015 mettant fin au caractère automatique de l'examen en « procédure prioritaire » (« procédure accélérée ») des demandes d'asile introduites par un étranger placé en rétention : nouvelles garanties procédurales et amélioration des conditions d'accueil.

I.M. (9152/09)
Arrêt définitif le 02/05/2012

Résolution finale
CM/ResDH(2017)340

- **Équité des procédures judiciaires**

Amélioration, dans le cadre des procédures d'expropriation, de l'égalité des armes entre le Commissaire du Gouvernement et la personne expropriée, tant lors de l'évaluation de la valeur des terrains qu'au cours de la procédure. L'exproprié doit notamment être informé des conclusions du Commissaire du Gouvernement afin de pouvoir y répondre.

Yvon (44962/98)
Arrêt définitif le 24/07/2003

Résolution finale
CM/ResDH(2007)79

* Contrairement au territoire métropolitain, les recours contre une obligation de quitter le territoire français (OQTF) ne sont pas suspensifs de plein droit en Guyane, en Guadeloupe, à Mayotte, à Saint-Barthélemy et Saint-Martin (exposé des motifs de la Loi n° 2016-274 du 7 mars 2016 relative au droit des étrangers en France).

SURVEILLANCE CLOSE - PRINCIPALES RÉFORMES ADOPTÉES**

Amélioration des garanties d'équité pour l'accusé qui ne se présente pas au tribunal, notamment le droit d'être représenté par un avocat lors de la procédure et le droit de faire appel.

Groupe **Poitrinol** (14032/88+)
Arrêt définitif le 23/11/1993

Résolution finale
CM/ResDH(2007)154

Amélioration des garanties d'équité des procédures devant les Chambres régionales des comptes et la Cour des comptes : audience publique systématique et respect du principe du contradictoire.

Martinie (58675/00)
Arrêt définitif le 12/04/2006

Richard Dubarry (53929/00)
Arrêt définitif le 01/09/2004

Groupe **Siffre** (49699/99+)
Arrêt définitif le 12/03/2007

Résolution finale
CM/ResDH(2010)124

Création d'une autorité de contrôle pour les établissements de crédit et d'investissement (l'Autorité de contrôle prudentiel) avec une répartition des pouvoirs entre ses différents organes et une distinction claire entre les fonctions d'enquête, de poursuite et de sanction.

Dubus (5242/04)
Arrêt définitif le 11/09/2009

Résolution finale
CM/ResDH(2011)102

Protection accrue contre l'auto-incrimination grâce à la distinction légale entre le statut du témoin (entendu sous serment) et le statut du gardé à vue qui ne témoigne jamais sous serment dans l'affaire qui le concerne, en raison du risque de parjure.

Brusco (1466/07)
Arrêt définitif le 14/01/2011

Résolution finale
CM/ResDH(2011)209

Réforme du Code pénal en 2011 imposant désormais la motivation des arrêts de Cours d'assises ; droit de solliciter la réouverture de la procédure pénale pour tous les requérants.

Groupe **Agnelet** (61198/08)
Arrêt définitif le 01/02/2013

Résolution finale
CM/ResDH(2014)9

- Durée des procédures judiciaires**

Réformes afin d'assurer un procès dans un délai raisonnable :

- En matière civile
- En matière pénale
- En matière administrative
- En matière prud'homale

Groupe **C.R.** (42407/98+)
Arrêt définitif le 23/12/2003

Résolution finale
CM/ResDH(2008)39

Groupe **Sapl** (37565/97+)
Arrêt définitif le 18/03/2002

Résolution finale
ResDH(2005)63

Beaumartin (15287/89)
Arrêt définitif le 24/11/1994

Résolution finale
ResDH(95)254

Groupe **Chaineux** (56243/00+)
Arrêt définitif le 14/01/2004

Résolution finale
CM/ResDH(2008)38

SURVEILLANCE CLOSE - PRINCIPALES RÉFORMES ADOPTÉES**

- Pour les procédures de remembrement.

Piron / Machard (36436/97 - 42928/02)
Arrêts définitifs les 14/02/2001 et
13/09/2006

Résolution finale
CM/ResDH(2009)3

Introduction de la possibilité d'obtenir réparation pour une procédure excessivement longue :

- En matière civile et pénale
- En matière administrative

Groupe **Barrillot** (49533/99+)
Arrêt définitif le 29/07/2003

Résolution finale
CM/ResDH(2007)39

Lutz (48215/99)
Arrêt définitif le 26/06/2002

Résolution finale
CM/ResDH(2008)10

- **Filiation**

Possibilité d'obtenir la transcription de certificats de naissances étrangers d'enfants nés d'une gestation pour autrui (sauf si les certificats sont illégaux en vertu de la loi du pays étranger). La paternité biologique du père de nationalité française est présumée lorsqu'il figure sur le certificat de naissance étranger.

Groupe **Menesson** (65192/11)
Arrêt définitif le 26/09/2014

Résolution finale
CM/ResDH(2017)286

- **Reconnaissance de la modification transgenre**

Modification en 2016 et 2017 des conditions permettant aux personnes transgenres d'obtenir la reconnaissance de leur nouvelle identité et des modalités de changement de leur prénom et de leur sexe sur les actes d'état civil. Rectification de l'acte de naissance et de l'état civil du requérant.

A.P., Garçon et Nicot
Arrêt définitif le 06/07/2017

Résolution finale
CM/ResDH(2018)179

- **Rétention d'informations privées**

Fixation des modalités d'enregistrement, d'usage, de conservation et d'effacement des empreintes digitales au cours des procédures pénales en conformité avec les exigences de l'article 8 de la Convention.

M.K. (19522/09)
Arrêt définitif le 18/07/2013

Résolution finale
CM/ResDH(2016)310

- **Surveillance secrète**

Introduction d'une base législative pour les écoutes téléphoniques et la surveillance vidéo dans les affaires pénales : certaines personnes physiques/morales sont désormais exclues du champ de ces surveillances.

Vetter (59842/00)
Arrêt définitif le 31/08/2005

Résolution finale
CM/ResDH(2010)5

- **Liberté d'expression**

SURVEILLANCE CLOSE - PRINCIPALES RÉFORMES ADOPTÉES**

Formation des magistrats et évolution positive de la jurisprudence de la Cour de cassation qui intègre désormais mieux les critères de la CEDH dans les affaires civiles et pénales touchant à la liberté d'expression ; condamnation pénale annulée de deux des requérants.

Groupe **Jean-Jacques Morel** (25689/10+)
Arrêt définitif le 10/01/2014

Résolution finale
CM/ResDH(2019)88

- Liberté de réunion et d'association**

Possibilité pour des militaires de créer une association professionnelle nationale de militaires, d'y adhérer et/ou d'y exercer des responsabilités ; droit pour ces associations, reconnues représentatives, de participer au dialogue interne au sein du Conseil supérieur de la fonction militaire (CSFM).

Groupe **Matelly** (10609/10)
Arrêt définitif le 02/01/2015

Résolution finale
CM/ResDH(2017)117

- Discrimination - enfants nés hors mariage**

Suppression de la distinction entre filiation légitime et filiation naturelle, c'est-à-dire entre enfants légitimes et enfants adultérins, en matière de succession.

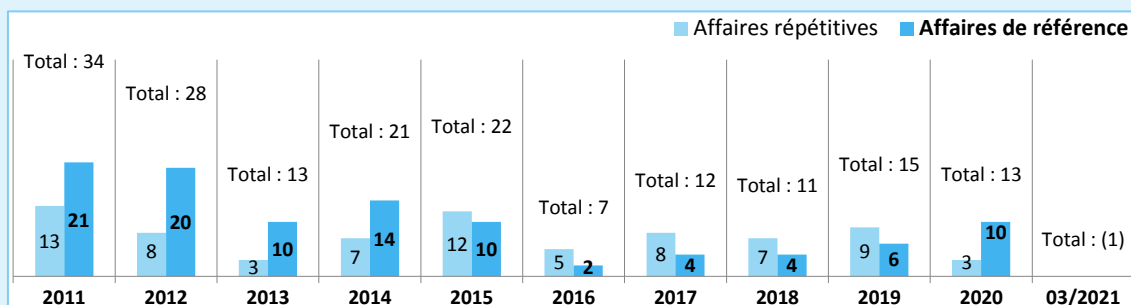
Mazurek (34406/07)
Arrêt définitif le 01/05/2000

Résolution finale
ResDH(2005)25

STATISTIQUES***

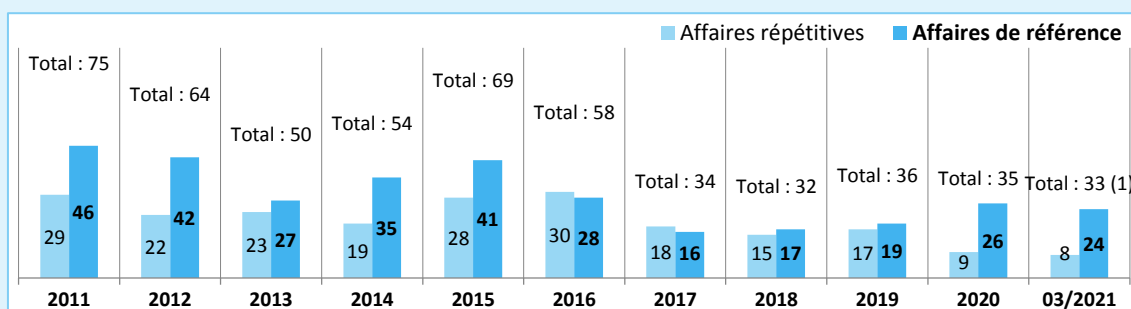
Nouvelles affaires

(arrêts transmis pour surveillance de leur exécution pendant l'année)



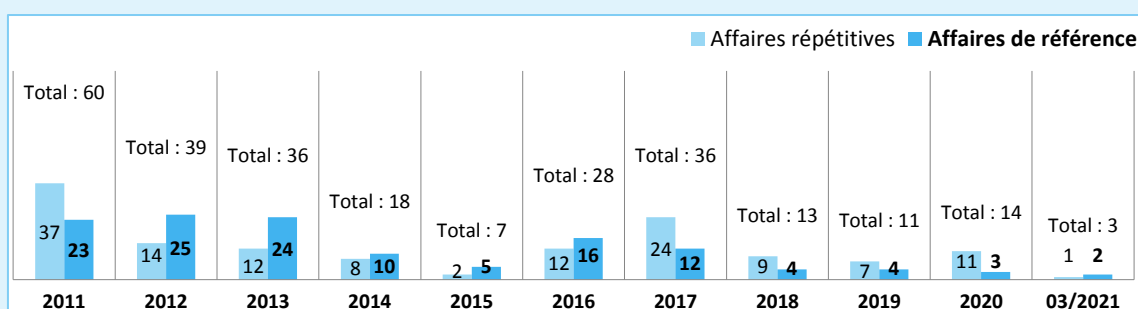
Les chiffres entre parenthèses correspondent au nombre d'affaires n'ayant pas encore été classées en tant qu'affaire de référence ou affaire répétitive, mais elles sont néanmoins prises en compte dans le nombre total de nouvelles affaires.

Affaires pendantes

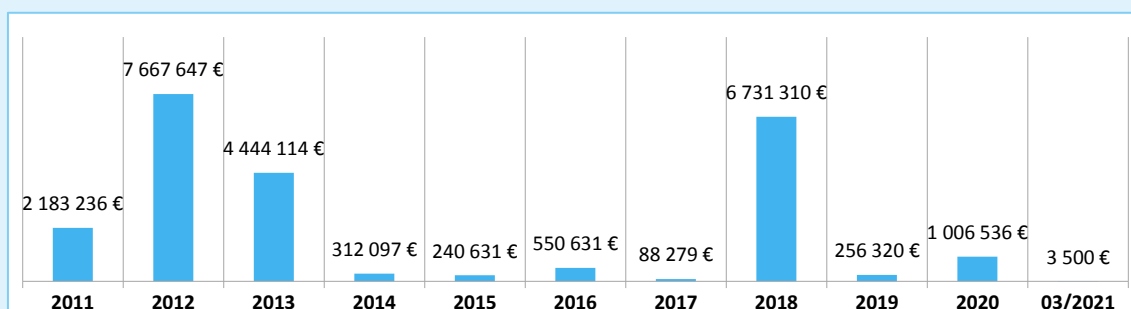


Les chiffres entre parenthèses correspondent au nombre d'affaires n'ayant pas encore été classées en tant qu'affaire de référence ou affaire répétitive, mais elles sont néanmoins prises en compte dans le nombre total d'affaires pendantes.

Affaires closes par résolution finale



Satisfaction équitable allouée par la Cour européenne



*** Des statistiques détaillées sont disponibles dans les [rapports annuels](#) du Comité des Ministres. Les données présentées sont celles figurant dans le rapport annuel de l'année en question.

